

Un homme fort pour un État fort

Turbulences en Algérie et en Libye ou stabilité relative au Maroc font de la Tunisie un pivot du sort du Maghreb. Aussi l'année 2019 sera-t-elle cruciale pour le pays et ses 12 millions d'habitants, mais également pour ses partenaires européens, qui doivent persévérer dans une confiance exigeante. L'enjeu des élections présidentielle et parlementaires dépasse le champ politique. Il s'agit d'engendrer une stabilisation institutionnelle propice à des réformes d'ampleur. Et, par là même, d'impulser des perspectives de développement pour offrir à la population l'avenir qu'elle a contribué à reconstruire dès 2011.

Malgré la reprise de la croissance, la situation macroéconomique reste tendue. L'investissement étranger s'est effondré et atteint la moitié de ses niveaux de 2008-2010. L'endettement extérieur a presque doublé depuis 2010, à environ 90 % du PIB aujourd'hui (35 % au Maroc), autant par les besoins de financements extérieurs que par la dépréciation du dinar. Le chômage des jeunes reste inquiétant, tandis que l'économie souffre d'un double déficit : de ses comptes publics et de sa balance des paiements (9 % du PIB, soit 3,5 milliards dollars). Signe de tensions, les réserves de devises de la Banque centrale équivalent à quatre mois d'importations.

Depuis sa « révolution », la Tunisie a été dégradée par la totalité des agences de notation : l'évaluation du risque-pays par la Coface est bien moins favorable que celle du Maroc, le rapport « Doing Business » de la Banque mondiale la place derrière le Maroc et le Kenya, l'indice de corruption de Transparency International s'est encore dégradé en 2018, et celui de compétitivité du Forum économique mondial la situe derrière le Maroc, le Liban et la Jordanie. Au total, le PIB 2019 reste en deçà de celui de 2010. La reprise prévue cette année dépend pour beaucoup de la production agricole, du tourisme, et de l'investissement tourné vers l'emploi.

Pourquoi la Tunisie semble-t-elle paralysée ? Le marasme est entièrement attribuable à ses gouvernements successifs depuis 2011, à l'inertie de l'Assemblée et à une médiocre gouvernance. Alors que Bourguiba avait créé une fierté nationale après l'indépendance en 1956, Ben Ali n'a développé aucune

identité tunisienne à partir de 1987. Et c'est l'échec majeur de la « révolution » : ne pas avoir engendré de citoyenneté tunisienne via une appropriation populaire du soulèvement pour en faire un vecteur de développement partagé. La réémergence de la figure tutélaire de Bourguiba, qui avait su moderniser la Tunisie, mais aussi la nostalgie myope des années Ben Ali, où la centralisation garantissait ordre et stabilité des prix, en sont le signe.

Les Tunisiens sont en quête d'un « homme fort » qui en finisse avec la corruption, la fraude fiscale et l'impunité. Le gouvernement hésite à lancer les réformes les plus urgentes, de peur de

l'étincelle sociale. C'est pourtant le pouvoir politique qui a accumulé les barils de poudre par son manque de courage après la révolution. Le gouvernement populiste de la troïka a préféré gonfler la dette et enfler la masse salariale au lieu de lancer un vaste programme de réformes. Aujourd'hui, les douanes restent une zone de non-droit. L'assiette fiscale peine à s'élargir – la fraude atteint 25 milliards de dinars chaque année. L'économie parallèle représente près de la moitié de la richesse nationale. L'investissement domestique stagne – 26 % du PIB en 2010, contre 20 % en 2017. Les écarts de revenus entre classes et régions suscitent un sentiment d'injustice.

Malgré tout, la Tunisie reste un laboratoire de démocratisation qu'il faut soutenir. À défaut, la population se soulèvera de nouveau pour obtenir enfin les dividendes de sa rébellion. Elle n'a obtenu pour l'heure que l'expulsion d'un gang et de certains de ses alliés qui avaient

mis le pays en coupe réglée, mais sans modifier les réseaux de connivence ni le système de prébendes. La présidentielle peut enfin faire émerger une figure respectée adossée à une majorité stable pour dire la vérité aux Tunisiens et imposer une solidarité bâtie sur cinq piliers : justice et équité fiscales, répression de la corruption, réduction drastique des subventions et homologation des prix, réforme du système de retraite et lancement d'un grand programme d'investissement social et d'infrastructures. Il faudra la combinaison d'un « homme fort », courageux et respectable, et d'un État fort pour que la Tunisie consolide ses institutions. Le pays bénéficiera alors d'une confiance retrouvée. **JA**



Michel-Henry Bouchet

Professeur distingué de finance à la Skema Business School, ancien économiste senior à la Banque mondiale